

ÉRYTHRÉE

Un naufrage totalitaire

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer
Franck Gouéry

• Un État totalitaire

Le livre détaille comment le régime érythréen a **la plupart des caractéristiques du totalitarisme** : le parti monopolistique (il est le dernier État monopartite d'Afrique, et le plus récent du monde) ; l'idéologie officielle ; le monopole des moyens de communication ; l'ingérence de l'État dans tous les domaines de l'activité humaine ; la confusion entre le parti, le gouvernement, l'État, la nation et la société ; le sentiment d'infaillibilité du leader ; la paranoïa ; la délation ; la modification de la réalité ; le mouvement perpétuel ; le culte du secret ; le dédoublement des fonctions, etc.

Le régime érythréen peut légitimement être dit totalitaire s'il a une intention totalitaire, ce qui est le cas : il n'a pas besoin d'atteindre le même degré de réalisation de cette intention que l'Allemagne nazie ou l'URSS stalinienne. C'est pourquoi Gentile peut dire que « l'échec du totalitarisme fasciste n'est pas une preuve de sa non-existence », et nous pouvons en dire autant du totalitarisme érythréen. Pour rendre compte de ces totalitarismes plus dégradés que les archétypes nazi et stalinien, plusieurs expressions ont été utilisées : Juan José Linz a parlé de proto-totalitarisme ou de « totalitarisme interrompu » pour l'Italie, et plus généralement « pour décrire ces situations dans lesquelles il n'y a pas entière correspondance par rapport à l'idéaltype alors même que l'intention y était » ; Adam Michnik de « totalitarisme aux dents cassées » pour la Pologne ; Stéphane Courtois de « totalitarisme de basse intensité » pour l'URSS post-stalinienne ; Michel Bonnin de « totalitarisme ramolli » pour la Chine de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin ; et Vaclav Havel de « post-totalitarisme » pour les régimes d'Europe de l'Est, en précisant bien que le préfixe post ne signifie pas « que ce système n'est plus totalitaire, mais simplement que dans son principe, il est totalitaire d'une autre manière que les dictatures totalitaires "classiques" auxquelles notre esprit associe habituellement le concept de totalitarisme ». Chacune de ces expressions pourrait s'appliquer au cas érythréen mais la plus pertinente semble être celle de totalitarisme « failli » ou « échoué », théorisée par Michael Walzer.

• Le concept de totalitarisme failli appliqué à l'Érythrée

La première raison pour laquelle le totalitarisme érythréen est failli est qu'il **a atteint son objectif affiché**. Les régimes totalitaires se maintiennent – et se maintiennent en mouvement – en ayant des objectifs utopiques, indéfiniment reportables, donc

jamais réalisés (la création d'un « homme nouveau », d'une société sans classe, etc.). Or, le mouvement érythréen a atteint son objectif initial, qui était **l'indépendance**.

La deuxième raison est **l'échelle**. Hannah Arendt pense que le totalitarisme est impossible dans les petits pays.

La troisième raison est **l'incompétence du gouvernement Potemkine** et le chaos bureaucratique qui en résulte. L'Érythrée n'a tout simplement pas les ressources humaines et administratives pour organiser un totalitarisme efficace.

La quatrième raison est **l'échec de l'isolement**, qui était une condition sine qua non du contrôle total. Cet échec est dû à :

— Premièrement, la **géographie** : l'environnement physique parfait de l'expérience totalitaire est l'île, qui n'est en contact avec rien. L'Érythrée, au contraire, a environ 4 000 km de frontières, avec trois pays et une mer donnant accès à deux autres.

— Deuxièmement, **l'économie** : ruiné après la guerre d'indépendance, brièvement en croissance avant 1998, à nouveau ruiné par la guerre de 1998-2000, le pays n'a pas les reins assez solides pour supporter la prédation de l'État néo-patrimonial, ni les ressources pour être autosuffisant et permettre donc un scellement économique.

— Troisièmement, la **mondialisation**, à l'époque de laquelle le jeune État est né. Il est beaucoup moins facile de fermer hermétiquement un pays aujourd'hui qu'avant, avec les médias de masse, Internet et la téléphonie mobile. Même si le régime fait de son mieux pour les contrôler, on ne peut pas attendre des services érythréens qu'ils réussissent là où même les chinois échouent.

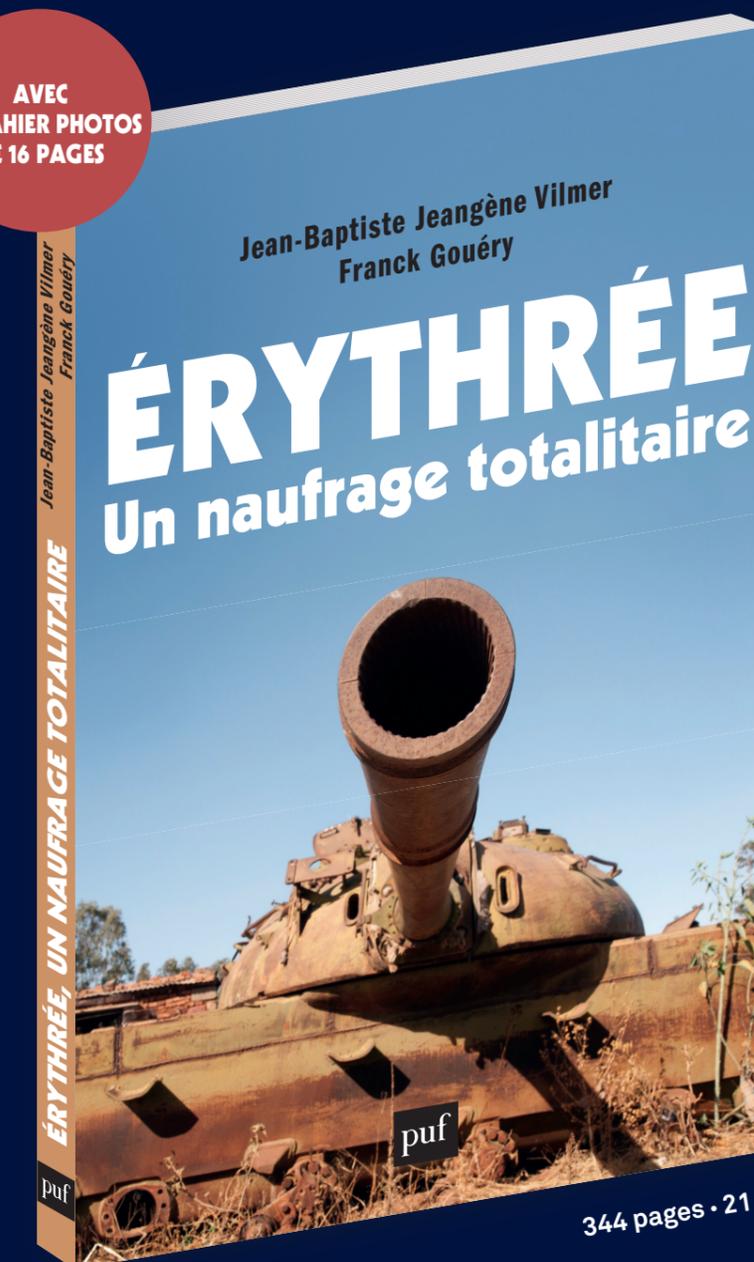
— Quatrièmement, la **diaspora**. La taxe de 2%, les « donations » et le tourisme rapportent à l'État des centaines de millions de dollars par an, dont il serait bien incapable de se passer. Mais la diaspora apporte aussi une aide financière aux familles, dont l'État ne contrôle donc pas entièrement les ressources, ainsi que des nouvelles de l'extérieur, des idées et des valeurs différentes, et surtout un rêve pour les jeunes locaux : partir pour vivre une vie normale, et éventuellement revenir riche.

— Cinquièmement, les **voisins**, qui n'ont pas intérêt à sceller la frontière, contrairement à la Corée du Nord, par exemple, qui utilise la menace d'un déferlement de millions de réfugiés pour obtenir la coopération de la Corée du Sud.

— Sixièmement, le **délitement de l'armée**. Soucieux de l'affaiblir pour qu'elle ne constitue pas une menace à son pouvoir, Issayas l'a rendue tellement impotente et démotivée qu'elle ne contrôle plus aussi bien les frontières, de plus en plus poreuses.

LE 29 AVRIL 2015

AVEC
UN CAHIER PHOTOS
DE 16 PAGES



344 pages • 21 €

ÉRYTHRÉE

Un naufrage totalitaire

De quoi l'exode des Érythréens est-il le symptôme ? Ils sont des dizaines de milliers, chaque année, à fuir leur pays. Pourquoi risquer sa vie dans le désert, aux mains des trafiquants du Sinaï ou de Libye, avant de traverser la Méditerranée, devenue « la route la plus mortelle du monde », pour rejoindre l'Europe ? Souvent décrite comme « la Corée du Nord de l'Afrique », l'Érythrée est l'un des derniers États totalitaires.

Faisant suite à une enquête de terrain, cet ouvrage examine l'origine, la nature et la déliquescence d'un régime en phase terminale. À la fois analyse détaillée de la politique érythréenne et étude de cas de philosophie politique du totalitarisme, il défend la pertinence du concept de totalitarisme « failli » ou « échoué » pour expliquer le naufrage d'un État à l'origine de l'une des plus grandes tragédies de ce début de XXI^e siècle. Il contient une cinquantaine de photographies prises sur place.



• Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Docteur en science politique et en philosophie, J.-B. Jeangène Vilmer est maître de conférences en relations internationales à Sciences-Po. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont *La Guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir* (Puf, 2012, prix maréchal Foch de l'Académie française).



• Franck Gouéry

ingénieur et diplômé de Sciences-Po, Franck Gouéry est maître de conférences en questions européennes à Sciences-Po.

Ensemble, ils ont déjà publié *Les Afars d'Éthiopie. Dans l'enfer du Danakil* (Non Lieu, 2011) et *Érythrée, entre splendeur et isolement* (Non Lieu, 2015).

• La fuite en chiffres

Le UNHCR estime en 2013 que **305 000 Érythréens ont fui leur pays dans la dernière décennie.**

Entre 5 000 et 10 000 Érythréens quittent leur pays chaque mois. L'écrasante majorité des fuyards sont des jeunes ayant entre 18 et 24 ans, surtout des hommes, ce qui accrédite la thèse d'une motivation liée au service national.

Entre 2009 et 2013, 25 000 à 30 000 personnes – à 90% érythréennes – ont été victimes du trafic d'enlèvement/séquestration/tortures au Sinaï, ayant fait entre 5 000 et 10 000 morts et de nombreux disparus. On estime à 622 millions de dollars les sommes soutirées aux familles des otages érythréens.

En 2014, les Érythréens constituaient le deuxième contingent de migrants arrivés en Italie par la mer depuis la Libye (33 559), juste derrière les Syriens (39 651).

Au moins un tiers – peut-être même la moitié – des Érythréens vit à l'étranger. Environ 50% des familles en Érythrée ont un parent dans un autre pays. Il s'agit de l'un des ratios population sur le territoire/à l'étranger le plus élevé au monde, et il ne cesse de s'accroître à cause de l'exil massif des jeunes. Ils sont 300 000 en Afrique (Soudan, Éthiopie, Afrique du Sud, Kenya, Ouganda, Soudan du Sud, Angola) et un à deux millions dans le reste du monde, principalement en Europe (Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Scandinavie et Suisse), aux États-Unis (où les plus grandes communautés sont, dans l'ordre, à Washington, Oakland et Seattle), au Canada, dans les pays du Golfe (dont 80 000 en Arabie Saoudite), en Israël (37 000) et en Australie (3 000). **La France n'accueille que 500 d'entre eux.**

• La situation économique

Le PIB s'élèverait à 3,44 milliards de dollars en 2013. Le PIB par habitant dépend du nombre réel d'habitants, or les estimations démographiques varient de 3,5 à 6 millions. Cela explique les différences entre les estimations du PNUD (1 180 \$ par habitant) et de la Banque mondiale (550 \$, soit bien en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est à 2 030 \$) par exemple.

L'extrême pauvreté a empiré. **Plus de 60% de la population serait malnutrie.** Dans les années 1990, le nombre de mendiants était faible. Depuis, à cause notamment de l'extension indéfinie du service national, il a augmenté, les jeunes femmes avec enfants ou les femmes âgées constituant les catégories les plus représentées. Si l'on en voit relativement peu sur place, c'est parce que le régime organise régulièrement des rafles pour ramener ces personnes chez elles ou vers des centres de réhabilitation.

Le PNUD classe l'Érythrée à la 182^e place sur 187 de son indice de développement humain pour 2014. L'espérance de vie à la naissance est de 62,9 ans, la durée moyenne de scolarisation atteint 3,4 années. Seule 32% de la population a accès à l'électricité et le pays est à l'avant-dernier rang mondial en termes de consommation d'électricité par habitant.

• La situation politique

Un service national à durée indéterminée depuis 2002.

Pièce centrale du laboratoire du régime, le service national est la camisole de force de la jeunesse. Au total, au moins 400 000 jeunes servent de main-d'œuvre gratuite dans cette immense reproduction de la lutte pour l'indépendance, qui sert à contrôler leur corps et leur esprit et sceller le pays puisque, pour quitter légalement le territoire, la première des (nombreuses) conditions

est une carte de démobilisation, qu'on n'obtient qu'en ayant satisfait les obligations du service national – dont la durée est désormais indéfinie. La solde mensuelle est de 50 nakfas plus 45 nakfas de pension alimentaire, soit 95 nakfas (7,3 €) les dix-huit premiers mois, et 450 nakfas (35 €) ensuite, soit le montant d'une facture d'électricité à Asmara, en dépit des nombreuses coupures. Le budget d'une famille moyenne est d'au moins dix fois le montant de la solde symbolique des conscrits.

La pratique de l'arrestation et de l'emprisonnement arbitraires de certaines catégories de citoyens, les journalistes, dirigeants, hommes d'affaire, enseignants, comme de tous les citoyens ordinaires soupçonnés d'avoir des opinions dissidentes, est quotidienne en Érythrée, où environ **10 000 prisonniers politiques** croupiraient dans les geôles du régime, pour une durée indéfinie, sans accès à un avocat ni visite de la famille. L'emprisonnement arbitraire, sans inculpation ni procès, suivi du refus de donner des nouvelles revient à de la disparition forcée, dont le moyen n'est pas seulement le meurtre mais aussi la séquestration. Le fait d'être volontairement « oublié » pendant des mois ou des années a d'ailleurs un nom en Érythrée (atsnihaley). L'évaporation des victimes, qu'elles soient en réalité tuées ou emprisonnées, se fait non seulement en n'informant pas les proches de leur sort mais aussi en niant purement et simplement leur existence.

La Banque mondiale classe le pays à la **189^e et dernière place pour « faire des affaires »** dans son rapport annuel Doing Business 2014. L'Érythrée se situe à la **50^e place sur 52 en termes d'indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) en 2014** et sa note a baissé de dix points en dix ans. L'ONG **Transparency International** lui attribue la **166^e place sur 174 de son classement de perception de la corruption** en 2014 alors qu'elle avait la 111^e place sur 179 en 2007.

Depuis 2007, l'Érythrée est systématiquement **à la dernière place du classement mondial de la liberté de la presse (RSF)**, dans le « trio infernal » avec la Corée du Nord et le Turkménistan.

• L'histoire en chiffres

Bilan de la guerre de libération (1961-1991) : 110 000 combattants et 100 000 civils sont morts côté érythréen, 150 000 combattants côté éthiopien. 850 000 Érythréens ont fui le pays et 70 à 85% de la population est dépendante de l'aide alimentaire.

L'Érythrée déclare officiellement son **indépendance le 24 mai 1993**. Le référendum a lieu du 23 au 25 avril 1993 : le « oui » l'a emporté avec l'un des plus hauts scores de l'histoire mondiale des élections (99,8% de oui, 0,17% de non et 0,03% de votes non comptabilisés, pour un taux de participation de 98,2%).

La guerre Éthiopie-Érythrée de 1998-2000 a fait environ **60 000 victimes des deux côtés** – l'Érythrée n'en a admis que 19 000 du sien – **et a déplacé plus d'un demi-million de personnes dans le pays**. Elle occasionne des dégâts estimés à 580 millions de dollars, environ 90% du PIB. La stratégie économique initiale d'ouverture, essentiellement fondée sur l'activité portuaire, s'effondre puisque l'Éthiopie n'utilise plus les ports érythréens et se tourne désormais vers Djibouti.

L'Érythrée a une armée considérable. Elle serait composée de **201 750 soldats actifs** (200 000 dans l'armée de terre, 1 400 dans la marine, 350 dans l'armée de l'air) et d'une **réserve d'environ 120 000 personnes, sans compter les 200 000 autres conscrits** qui occupent des postes civils tout en restant toutefois sous le contrôle de l'armée. Elle est toutefois dans un état déplorable : les troupes sous-payées sont vieillissantes et démotivées, et les sanctions onusiennes (embargo sur les armes) affectent le matériel.